LE FFS ET LES ÉLECTIONS LOCALES DU 29 NOVEMBRE

«La dernière chance pour Bouteflika de prouver son désir de démocratiser le pays»

«Jamais le pays ne s'est retrouvé aussi vulnérable comme il l'est aujourd'hui.» C'est là la conviction du premier secrétaire du FFS pour qui cette ambiance est loin d'être idoine pour la tenue des élections locales prévues le 29 novembre courant.

M. Kebci - Alger (Le Soir)- Par position vulnérable, Ali Laskri, qui animait hier une conférence de presse la veille de l'entame de la campagne électorale pour le tout prochain scrutin local, fait allusion à «la capacité d'intervention limitée de notre gouvernement pour infléchir le cours des événements» au Sahel avec le risque encouru d'être «entraîné dans une intervention militaire au Mali» qui, dira-t-il, «remettrait en cause toute la doctrine de défense de notre pays» et révélera «l'échec de sa diplomatie», ouvrirait grandement «la porte à une remise en cause des frontières héritées de la période coloniale et de toutes les résolutions prises au sein de l'OUA et de l'Union africaine». Ceci pour le contexte régional alors que pour la donne interne au pays, le FFS signifera en tout premier lieu la persistance de «la conjonction d'une faiblesse gouvernementale et d'une situation économique et sociale délétère». Laskri affirmera, fort à propos, que même si «le pouvoir a tenté d'acheter la paix sociale, le répit a été de courte durée puisque, selon lui, «l'opinion est toujours dans l'attente d'une politique de l'emploi conséquente, une inflation et une évolution des prix qui affolent les familles algériennes, un investissement industriel très faible et des conflits sociaux qui continuent».

Autant d'ingrédients qui justifient amplement, expliquera-t-il, «le manque d'enthousiasme» pour les élections locales du 29 novembre prochain. Une échéance électorale qui, avertira Laskri, et si les choses restent en l'état, «risque de n'être qu'une péripétie de plus dans la longue histoire des occasions perdues par un pouvoir qui ne peut pas, qui ne veut pas ou qui ne sait pas entreprendre de vraies réformes».

Photo : Samir Sid.

Une participation presque parfaite du parti de Laskri.

Participation politique

Ceci dit, ce double contexte interne et externe appuie, selon Laskri, ce qui constitue une constante de la stratégie politique du FFS, soit la participation aux élections locales, en sus, bien entendu, du caractère politique qui vise, poursuivra-t-il, «à poursuivre l'effort de réhabilitation du politique, de remobilisation du parti et de la société». Une participation presque forcée car prise en dépit, signifera Laskri, «d'un dispositif législatif qui ignore les principes de libre administration et d'autonomie de gestion financière pour des organes délibérants que constituent les Assemblées communales et les Assemblées de wilaya».

Le premier secrétaire du FFS dénoncera, par ailleurs, la poursuite des enquêtes de sécurité menées par les services de la gendarmerie, et ce, regrettera-t-il, «toutes les protestations du parti et les instructions du ministre de l'Intérieur».

Et pas que cet élément puisque le conférencier relèvera également l'installation tardive de la Commission nationale de surveillance des élections qui confère «un pouvoir discrétionnaire à l'administration et aux walis concernant les listes électorales», les candidatures traitées arbitrairement par une administration locale qui «a fait preuve de partialité et a pratiqué la politique de «deux poids et deux mesures».

M. K.

MILITANTISME DANS LES PRISONS COLONIALES

Mohamed-Saïd Mazouzi, un symbole de la résistance

Mohamed-Saïd Mazouzi est présenté comme un «symbole» de la résistance et de l'endurance au sein des prisons françaises. Emprisonné durant 17 ans, ce moudjahid a eu droit hier à un hommage rendu, par l'association Machaâl Echahid, à Alger. Présent à la cérémonie, Me Ali Haroun n'a pas hésité à le comparer à Nelson Mandela. «De part sa résistance, Mohamed-Saïd Mazouzi est notre fierté comme Mandela est la fierté de l'Afrique du Sud et de toute l'Afrique», dit-il. Arrêté en 1945, Mohamed-Saïd Mazouzi a été condamné plusieurs fois avant d'être condamné à perpétuité en 1955. Il a ainsi fait plusieurs prisons dont Serkadji, Tizi Ouzou, Bordj Ménaïel, Oran, El Asnam et El Harrach.

Libéré au début du mois de mai 1962, à quelques jours de l'indépendance de l'Algérie, Mohamed-Saïd Mazouzi a occupé le poste de ministre du Travail puis ministre des Moudjahidine au sein du gouvernement du président Houari Boumediène.

Ses compagnons de prison ont évoqué son militantisme au sein de la prison, soulignant sa «patience» et sa «résistance». Ils le qualifient de «doyen» des militants détenus dans les prisons de la France coloniale. «Il nous a appris la solidarité entre nous dans la prison», témoignent-ils. Réda Malek a rappelé, pour sa part, que Mohamed-Saïd Mazouzi, qui est issu d'une famille aisée, menait une vie paisible. Pourtant, «il a préféré la fidélité à la patrie et son nationalisme était imprégné par la justice sociale». Un choix qui lui a coûté 17 ans de sa jeunesse passés en prison, précise l'ancien chef de gouvernement. Dans son intervention, Mohamed-Saïd Mazouzi a déploré que la jeunesse d'aujourd'hui soit presque dépourvue du sentiment nationaliste. Il cite le cas des jeunes qui optent pour la haraga et la fuite des cerveaux vers l'étranger. Il a ainsi appelé l'Etat à accorder la priorité à la jeunesse afin de «lui inculquer l'amour du pays», insiste-t-il.

Rym Nasri

AVIS DE DÉCÈS

Les familles Abrous, Boughenou, Adjas, Addouche, Abbès, Afgoun, Abdelli, Adeli, Arrache, Abdous, Abbane, Akbal, Afsoud, Hacene, Adafer, Aïd, les Ath Azzouz, parents et alliés ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

ABROUS MOUHDOU SAÏD,

à l'âge de 71 ans. L'enterrement aura lieu lundi 5 novembre au cimetière de Draâ Ben Khedda.*«A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.»*

NOUVEAU PARTI DE KARIM TABBOU

L'Union démocratique et sociale est née

Depuis hier, la scène politique nationale s'est enrichie d'un nouveau parti en gestation. C'est désormais au nom de l'Union démocratique et sociale (UDS) que s'exprimera Karim Tabbou, l'ex-premier secrétaire national du FFS. L'annonce solennelle de la création de l'UDS a été faite, hier, à Alger, en présence d'une dizaine de membres fondateurs.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Même s'il se surprend à prononcer par moments FFS au lieu d'UDS, Karim Tabbou ne dit pas moins qu'il éprouve du bonheur d'avoir rompu définitivement les amarres avec son ancien parti. Le lapsus, en l'espèce, n'est donc nullement révélateur.

«J'éprouve un sentiment de bonheur. A présent, nous avons le droit de nous immiscer dans nos propres affaires», a-t-il consenti à dire, comme pour dénoncer une situation jadis étouffante au sein du FFS.

L'Union démocratique et sociale de Karim Tabbou se revendique d'un ancrage social démocrate, ouverte à toutes les couches de la société et qui milite pour l'avènement d'une démocratie pluraliste. «L'UDS agira pour l'avènement de la démocratie pluraliste qui garantit le respect de la souveraineté populaire, le principe de l'alternance au pouvoir et mettra la société algérienne à l'abri de toutes les violences», mentionne une déclaration résumant les objectifs et les valeurs du parti qui, par ailleurs, affiche une disponibilité à «œuvrer avec toutes les forces politiques autonomes, par tous les moyens pacifiques, à enraciner les pratiques démocratiques, à respecter les droits de l'Homme, à promouvoir la culture de tolérance et du débat apaisé, piliers essentiels d'une société juste».

Précisant le concept, Karim Tabbou, fer de lance de ce nouveau mouvement politique, dira qu'il «faut faire l'effort collectif de transcender les faux clivages».

L'UDS affiche, en outre, son emplacement sur l'échiquier politique national, en se réclamant ouvertement de l'opposition au système. «Tous les plans dits de relance économique et qui ont nécessité des dépenses incommensurables se sont soldés par un échec et n'ont eu aucun impact positif sur la vie de la majorité des Algériennes et des Algériens. Bien plus, une caste d'affairistes "très introduite dans le milieu de l'administration et des institutions de l'Etat et hautement protégée par les décideurs", s'accaparent les richesses et le patrimoine du pays», note la déclaration-annonce de l'UDS, ajoutant que «l'Etat est absent et le pays est livré aux opportunistes, aux réseaux maffieux, irresponsables. La corruption se généralise, les inégalités sociales s'amplifient et la violence s'installe durablement dans la société. Le stress social, le chômage croissant et le désespoir font courir au pays des risques d'implosion».

Cela étant, les démarches administratives pour l'inscription de ce nouveau-né dans les registres du ministère de l'Intérieur seront accomplies, a expliqué Tabbou, d'ici fin novembre.

L'UDS aura à sa tête un secrétaire général et aura comme, entre autres structures de direction, un bureau national composé de 16 membres, avec une parité hommes-femmes, et un conseil national. Les 2/3 de la composante du bureau national seront élus par le conseil national et le 1/3 restant sera comblé par des militants proposés par le conseil de conseil de wilaya.

Karim Tabbou a également affirmé que la représentation électorale nationale obéira au mode des élections primaires.

S. A. I.

DROITS DES ENFANTS ET ISLAM

Le réseau Nada plaide pour l'ijtihad

Comment faire appliquer les conventions garantissant le droit des enfants sans logique d'affrontement avec les préceptes de l'islam ? C'est le débat qu'ouvre le réseau Nada en associant l'Association des oulémas musulmans à une réflexion sur l'application des conventions en matière de défense des droits des enfants.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - En signant la Convention des droits de l'enfant, l'Algérie n'a pas pour autant réussi à résoudre toutes les problématiques qui y sont liées. Certaines résistances, notamment d'ordre social, peuvent entraver la bonne application des textes. C'est pour éviter cet affrontement que le réseau Nada ouvre le débat avec les hommes de culte.

Le Dr Arar, président du réseau Nada, croit aux vertus de l'ijtihad et des solutions algériennes aux problèmes purement algériens. Pour y arriver, il préconise une plus grande implication de l'ensemble des intervenants dans le domaine de l'action sociale, notamment les hommes de culte car, considère-t-il, ce n'est ni plus ni moins qu'un travail de fond qui est nécessaire dans un contexte marqué par des mutations des concepts, celui de la famille notamment subit de plein fouet les contrecoups de la mondialisation.

Si les conventions internationales ratifiées par l'Algérie garantissent une bonne protection, la réalité du terrain est effarante.

Le président du réseau Nada évoque des statistiques qui font froid dans le dos : entre 2 800 et 3 000 enfants naissent chaque année hors mariage, e ntre 9 000 et 11 000 mineurs âgés de 9 à 13 ans sont présentés devant les tribunaux annuellement, 41 000 divorces sont enregistrés chaque année avec leur lot d'enfants vivant dans une famille monoparentale sans oublier les enfants vivant dans la rue et exploités par les réseaux de prostitution et de mendicité.

Une réalité qui fait craindre le pire au Dr Arar qui croit en la possibilité d'un travail concerté entre les hommes de religion et les acteurs sociaux afin que ne s'arrête pas la marche des droits des enfants en Algérie.

L'Association des oulémas algériens s'est dite prête, hier, à collaborer avec le réseau Nada pour unifier les concepts et travailler à faire avancer les droits de l'enfant qui, selon le Dr Amar Dalia, membre de l'Association des oulémas, sont garantis par l'Islam, reste à les traduire sur le terrain.

N. I.

EXTENSION DU RÉSEAU NADA

Le plateau technique fin prêt

Le réseau Nada a réussi à concrétiser l'ambitieux projet de généraliser le numéro vert (30 33) à l'ensemble du territoire national. Le plateau technique a finalement été installé en attendant l'élément humain. Le président du réseau Nada expliquait hier qu'il faudrait recruter pas moins de 150 personnes pour faire fonctionner les antennes régionales.

Des contacts sont en cours avec le ministère du Travail pour tenter de trouver le moyen d'effectuer ces recrutements et de former le personnel aux techniques de l'écoute.

N. I.